



**PRÉFET  
D'ILLE-  
ET-VILAINE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

## **ARRÊTÉ**

**relatif à l'ouverture d'une enquête publique portant sur  
la demande d'autorisation environnementale présentée par  
la société « PARC ÉOLIEN LES AILES DU CHEVRÉ » en vue d'exploiter un parc éolien  
de 3 aérogénérateurs et d'un poste de livraison sur la commune d'Acigné**

**Le préfet de la région Bretagne  
Préfet d'Ille-et-Vilaine**

**Vu** le code de l'environnement, et notamment le chapitre III, titre II du livre I<sup>er</sup> du code de l'environnement, relatif à la participation du public aux décisions ayant une incidence sur l'environnement, ainsi que le titre Ier du livre V, relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement ;

**Vu** le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

**Vu** le décret du 13 juillet 2023 nommant M. Philippe GUSTIN, préfet de la région Bretagne, préfet de la zone de défense et de sécurité Ouest, préfet d'Ille-et-Vilaine ;

**Vu** le décret du 22 septembre 2023 nommant M. Pierre LARREY, secrétaire général de la préfecture d'Ille-et-Vilaine, sous-préfet de Rennes ;

**Vu** la demande d'autorisation environnementale présentée par la société PARC ÉOLIEN LES AILES DU CHEVRÉ, dont le siège social est situé rue du Pré Long, Val d'Orson à Vern-sur-Seiche (35770), en vue d'exploiter un parc éolien de 3 aérogénérateurs et d'un poste de livraison sur la commune d'Acigné ;

**Vu** l'avis de l'autorité environnementale du 27 février 2023 ;

**Vu** le rapport de l'inspection des installations classées en date du 23 octobre 2023, constatant la complétude et la régularité du dossier de demande d'autorisation environnementale à l'issue de la phase d'examen préalable ;

**Vu** la décision du président du tribunal administratif de RENNES en date du 11 décembre 2023, portant désignation du commissaire-enquêteur ;

**Sur proposition** du secrétaire général de la préfecture d'Ille-et-Vilaine ;

## **ARRÊTE :**

### **Article 1er : Objet et durée de l'enquête**

Une enquête publique est ouverte du 11 mars 2024 (9h) au 11 avril 2024 (12h), sur le projet présenté par la société PARC ÉOLIEN LES AILES DU CHEVRÉ, en vue d'exploiter un parc éolien de 3 aérogénérateurs et d'un poste de livraison sur la commune d'Acigné.

### **Article 2 : Consultation du dossier d'enquête et observations**

**Le dossier**, qui comprend notamment l'étude d'impact, l'étude de dangers, leurs résumés non techniques et l'avis de l'autorité environnementale, **est consultable** gratuitement :

- en mairie d'Acigné (version papier) aux heures suivantes :
  - les lundi, mardi, mercredi et vendredi de 8h30 à 12h30 et de 13h30 à 17h30
  - le jeudi de 8h30 à 12h30
- en mairie de Thorigné-Fouillard (version papier) aux heures suivantes :
  - du lundi au vendredi de 9h00 à 12h15 et de 13h45 à 17h00
  - le samedi matin de 9h30 à 12h00
- sur le site internet du registre dématérialisé : <https://www.registre-dematerialise.fr/5199>
- sur le site internet de la préfecture d'Ille-et-Vilaine à l'adresse suivante : <https://www.ille-et-vilaine.gouv.fr/icpe>

Un poste informatique est mis à disposition du public :

- au point numérique de la préfecture d'Ille-et-Vilaine, 81 boulevard d'Armorique - 35026 RENNES Cedex 9, du lundi au vendredi de 8h45 à 12h15 et de 13h15 à 16h15, sur rendez-vous, au 02.21.86.24.79 ;

Des informations concernant le projet présenté peuvent être obtenues auprès de la société PARC ÉOLIEN LES AILES DU CHEVRÉ, rue du Pré Long, Val d'Orson à Vern-sur-Seiche (35770).

### **Les observations et propositions sur le projet peuvent être formulées :**

- en mairie d'Acigné et de Thorigné-Fouillard sur les registres d'enquête ouverts à cet effet,
- par courrier à l'attention du commissaire enquêteur, à l'adresse suivante : Mairie d'Acigné, 6 Place de la Mairie, 35690 Acigné
- sur le registre dématérialisé sécurisé à l'adresse suivante : <https://www.registre-dematerialise.fr/5199>
- sur l'adresse mail suivante : [enquete-publique-5199@registre-dematerialise.fr](mailto:enquete-publique-5199@registre-dematerialise.fr)

Les contributions transmises par courriel seront publiées dans les meilleurs délais sur le registre dématérialisé <https://www.registre-dematerialise.fr/5199> et donc visibles par tous.

### **Article 3 : Nomination du commissaire enquêteur**

Monsieur Gérard BESRET, ingénieur territorial en retraite, est désigné par le président du tribunal administratif de Rennes pour remplir les fonctions de commissaire enquêteur et recevoir les observations et propositions du public qui pourraient être formulées pendant la durée de l'enquête.

En conséquence, il recevra le public :

- le lundi 11 mars 2024 de 9h00 à 12h00, à la mairie d'Acigné,
- le lundi 11 mars 2024 de 14h00 à 17h00, à la mairie de Thorigné-Fouillard,
- le mercredi 20 mars 2024 de 14h00 à 17h00, à la mairie d'Acigné,
- le vendredi 22 mars 2024 de 9h00 à 12h00, à la mairie de Thorigné-Fouillard,
- le mercredi 3 avril 2024 de 9h00 à 12h00, à la mairie d'Acigné,
- le jeudi 11 avril 2024 de 9h00 à 12h00, à la mairie d'Acigné.

### **Article 4 : Publicité de l'enquête**

Un avis annonçant l'ouverture de l'enquête sera porté à la connaissance du public, quinze jours au moins avant son ouverture :

Par affichage :

- par les maires dans les communes d'Acigné et de Thorigné-Fouillard (sièges de l'enquête) et de Betton, Brecé, Cesson-Sévigné, La Bouëxière, Liffré, Mouazé, Noyal-sur-Vilaine, Rennes, Servon-sur-Vilaine et Saint-Sulpice-la-Forêt (concernées par le rayon d'affichage de 6 km) ;
- par le pétitionnaire, sur le lieu prévu pour la réalisation du projet.

L'accomplissement de cette formalité sera certifié par les maires et le pétitionnaire ;

Par mise en ligne :

- sur le site internet de la préfecture précisé à l'article 2 ;

Par publication :

- dans les journaux « Ouest France (35) » et « 7 Jours », quinze jours avant l'ouverture de l'enquête et rappelé dans les huit premiers jours de celle-ci, par les soins du préfet et aux frais du demandeur.

#### **Article 5 : Clôture de l'enquête**

À l'expiration du délai d'enquête, les registres d'enquête sont mis à disposition du commissaire enquêteur et clos par lui. Il rencontrera dans un délai de huit jours le responsable du projet. Il lui communiquera les observations écrites et orales, consignées dans un procès-verbal de synthèse. Le responsable du projet disposera d'un délai de 15 jours pour formuler ses observations éventuelles dans un mémoire en réponse.

#### **Article 6 : Rédaction et transmission du rapport et des conclusions de l'enquête**

Le commissaire enquêteur transmettra le dossier de l'enquête au préfet, accompagné des registres et pièces annexées avec son rapport et ses conclusions motivées (documents séparés) en précisant si elles sont favorables, favorables sous réserves ou défavorables au projet, dans un délai maximal de trente jours à compter de la clôture de l'enquête publique.

#### **Article 7 : Consultation du rapport et des conclusions de l'enquête**

Toute personne intéressée pourra prendre connaissance à la préfecture d'Ille-et-Vilaine et sur son site internet, ainsi que dans chacune des mairies des communes désignées ci-dessus, du rapport et des conclusions motivées du commissaire enquêteur, pendant un an à compter de la date de clôture de l'enquête.

#### **Article 8 : Décision au terme de l'enquête**


La décision susceptible d'intervenir à l'issue de la procédure est une autorisation environnementale d'exploiter assortie de prescriptions, ou un refus. Cette décision sera formalisée par arrêté préfectoral.

#### **Article 9 : Exécution**

Le secrétaire général de la préfecture d'Ille-et-Vilaine, les maires des communes d'Acigné, Betton, Brecé, Cesson-Sévigné, La Bouëxière, Liffré, Mouazé, Noyal-sur-Vilaine, Rennes, Servon-sur-Vilaine, Saint-Sulpice-la-Forêt et Thorigné-Fouillard, le commissaire enquêteur et le pétitionnaire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Rennes, le **13 FEV. 2024**

Pour le préfet et par délégation,  
Le secrétaire général



• Pierre LARREY